



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme  
Direction des Affaires Juridiques et de  
l'Administration Locale  
Bureau de l'Administration Générale et de  
l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de  
l'Environnement  
Société LAINIERE DE PICARDIE  
commune de BUIRE-COURCELLES

### MISE EN DEMEURE

A R R Ê T É du 23 août 2017

Le Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 autorisant la société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES dont le siège social est situé BP 89- BUIRE-COURCELLES 80 202 Péronne Cedex, à exploiter sur le territoire des communes de BUIRE-COURCELLES et CARTIGNY (80 200), une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles ;

Vu l'article 1.20.12 de l'arrêté préfectoral sus-visé qui dispose que « *L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration ci-dessous définies pour les eaux en sortie de station d'épuration :*

	Concentration maximale de rejet (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
Phosphore totale	2	1

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection en date du 25 novembre 2016 sur le site de la société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES sise à BUIRE-COURCELLES , transmis à l'exploitant par courrier du 3 août 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les résultats de l'autosurveillance sur les rejets des eaux en sortie de station d'épuration de janvier à septembre 2016, ont révélé une concentration en phosphore allant de 2,3 mg/L à 16,6 mg/L au lieu de 2 mg/L prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé et un flux de phosphore allant de 0,84 Kg/j à 7,12 Kg/j au lieu de 1Kg/j prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé ;

Considérant que les résultats du contrôle inopiné diligenté par la DREAL sur les rejets des eaux en station d'épuration réalisés les 21 et 22 avril 2016, ont révélé une concentration en phosphore de 11,9 mg/L au lieu de 2 mg/L prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé et un flux de phosphore de 4,19 kg/j au lieu de 1Kg/j prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé ;

Considérant que ces rejets en phosphore, dans le milieu récepteur, supérieurs à la valeur limite imposée par l'arrêté préfectoral d'autorisation peut avoir des effets pour l'environnement et plus particulièrement pour la faune et la flore aquatique de la rivière La Cologne ;

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES de respecter les prescriptions de l'article 1.20.12, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013, concernant les rejets de phosphore dans le milieu récepteur, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

## ARRETE

### Article 1

La société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES exploitant une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BUIRE-COURCELLES, sise rue de Péronne.

## Article 2

La société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES sise à BUIRE-COURCELLES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.20.12 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 sus-visé (respect de la concentration et du flux en phosphore) dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts-de-France, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAINIERE DE PICARDIE BUIRE-COURCELLES.

Amiens, le 23 août 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Jean-Charles GERAY